

Ouganda

Treva Brown

Paix et sécurité

La cessation des hostilités, dans le nord de l'Ouganda, entre *l'Armée des seigneurs de la Résistance* et le gouvernement ougandais a été respecté tout au long de l'année 2007 tandis que les négociations de paix suivaient leur cours. La trêve d'août 2006 à février 2007, a été renouvelée périodiquement en 2007, un cessez-le-feu étant intervenu fin février 2008. Des accords ont été trouvés sur les questions clés en suspens, incluant la responsabilité - les deux camps cherchant une solution interne plutôt que de voir l'affaire transférée à la Cour de Justice internationale, où les accusations des crimes de guerre sont encore très marquantes - et le besoin de trouver des solutions durables aux causes sous-jacentes des conflits.

Les parties concentrent maintenant leurs efforts pour finaliser un compromis d'ensemble après deux décennies de violences.

En 2006, environ 230.000 Ougandais déplacés sont retournés petit à petit dans leurs villages du nord, mais au début de l'année 2007 on dénombrait encore 1.200.000 personnes vivant dans des camps. Le nombre de personnes déplacés à l'intérieur du pays, dont 80 % sont des femmes et des enfants, a été réduit à environ 900 000 personnes à la fin du mois de juin 2007.

L'Ouganda a également été affecté par l'instabilité de sa voisine, la République Démocratique du Congo (RDC), plus de 10.000 Congolais ayant fui l'est de la RDC pour le sud-ouest de l'Ouganda en août, et 13.000 en octobre 2007.

Mauvaise gestion financière

Au moins deux agences internationales de financement ont stoppé toute aide à l'Ouganda en 2007, en raison de sa mauvaise gestion financière, s'ajoutant à la piètre réputation du gouvernement, dont des hauts fonctionnaires ont été impliqués dans de nombreux scandales financiers

Au début de l'année 2007, le Fonds de soutien à la lutte contre le sida, la tuberculose et la malaria, a décidé de ne plus octroyer les 16 millions de dollars US d'aide à l'Ouganda, en raison de sa mauvaise gestion financière.

En mai, l'Association du Développement International du groupe de la Banque mondiale, a réduit son soutien au programme d'allègement de la pauvreté pour les mêmes raisons.

Déforestation

Des inquiétudes se sont fait jour en 2007 quant au taux de déforestation du pays qui, s'il ne baisse pas, entraînera la perte de toutes les forêts en une cinquantaine d'années. Malgré cela, le gouvernement projette de transformer 7 000 des 32 000 hectares de la Réserve Mabira, près de Kampala, en plantations de canne à sucre. Après des mois de protestation des groupes écologistes, ce projet a été abandonné en octobre 2007.

Les Droits de L'homme

Les défenseurs des droits de l'homme ont remporté une victoire dans une affaire examinée par la Cour Constitutionnelle, en avril 2007. Les lois du pays concernant l'adultère étaient discriminatoires envers les femmes parce que si elles le commettaient, elles étaient coupables d'un délit alors que les hommes n'étaient pas poursuivis.

La légalité des mutilations génitales féminines a également été mise en question.

Dans le cadre du NEPAD, (Nouveau partenariat pour le développement en Afrique et Mécanisme africain d'examen et de révision) l'Ouganda a entrepris en 2007 un processus d'examen de :

- ses processus démocratiques,
- sa gouvernance politique, socio-économique, collective
- son développement.

Une évaluation du pays sera lancée en février, puis des consultations nationales se tiendront avec les différents secteurs de la société.

Les *Batwa*, à travers leur organisation communautaire, l'UOBDU, *the United Organisation for Batwa Developemnt in Uganda (Organisation unie pour le développement des Batwa en Ouganda)*, ont dénoncé les problèmes auxquels ils sont confrontés quant au non respect des Droits de l'homme, incluant les questions de la terre, du logement et de l'éducation. Ils ont également participé aux réunions de validation des conclusions de l'évaluation du pays, qui se sont déroulées en présence des parties concernées fin 2007. Il en est sorti une recommandation importante pour les peuples autochtones même pour les *Batwa* qu'ils se soient retirés du processus d'évaluation du pays. Elle déclare que l'Ouganda devrait : « *dédommager les groupes minoritaires qui ont été privés de leurs terres ancestrales* ». Cette recommandation, si elle est mise en œuvre, aura un impact énorme sur les *Batwa*, dépossédés de l'ensemble de leurs terres ancestrales en Ouganda lorsqu'ont été créés sur ces mêmes terres, sans consultation ni compensation, des parcs nationaux. Cependant, la recommandation n'aborde pas la question de la restitution de ces terres, qui est un recours prévu dans le droit international. Le processus s'est poursuivi en 2008.

La Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples, a fait connaître, en novembre 2006, ses conclusions sur le second rapport effectué en Ouganda. Il y est dit que la Commission était « *préoccupée de l'exploitation, de la discrimination et de la marginalisation des peuples autochtones* », l'Ouganda y était

vivement invité « à assurer que les droits des peuples autochtones et des personnes désavantagées socialement soient respectés ».

Le Comité pour l'égalité des chances, (*the Equal Opportunities Committee*), une commission permanente du Parlement ougandais, établie en 2005, s'est chargée d'une étude sur les *Batwa* en mai 2007. Ses observations et recommandations devaient être présentées au Parlement et rendues publiques en 2008.

L'UOBDU, l'Organisation pour le développement *batwa* en Ouganda, la principale organisation communautaire des autochtones *Batwa* du sud ouest de l'Ouganda, continue son travail de soutien aux communautés des districts de Kisoro, Kabale et Kanungu.

Avec l'aide financière et l'assistance technique d'organisations britanniques "UK-based Rainforest Concern", et "*Forest Peoples Programme*", l'UOBDU a acheté 50 hectares de forêts privées, adjacentes au "*Parc national impénétrable Bwindi*", ancienne terre des *Batwa*. Ils les utiliseront, conformément à un projet de gestion qui s'élabore avec les communautés bénéficiaires.

L'UOBDU continue de soutenir des activités agricoles, éducatives et pour le logement des *Batwa*, en parallèle avec les programmes de formation à la gestion et en collaboration avec des organisations locales et internationales. Pour faire entendre la voix des *Batwa* dans les affaires locales, deux *Batwa* ont été choisis pour participer aux réunions d'un conseil local, au niveau du sous comté.

Dans l'ensemble, la situation des *Batwa* reste largement inchangée en Ouganda. Même si les efforts des sociétés civiles s'exercent, en collaboration avec les agences gouvernementales, pour assurer aux *Batwa* sans terre des terres pour leur subsistance :

- leurs droits sur leurs terres ancestrales demeurent ignorés,
- leur participation dans les affaires locales et nationales reste quasiment inexistante,
- leurs taux d'accès à l'école et d'alphabétisation sont les plus bas du pays,

- leurs conditions sanitaires et de logement restent épouvantables.

Malgré l'existence de cadres légaux pour la protection et la promotion des droits de l'homme, incluant les droits à la terre et les droits socio-économiques, le gouvernement ougandais a concrètement très peu avancé en 2007 pour mettre en œuvre ses obligations légales de respect des droits de l'homme vis-vis du peuple *Batwa*.

La rencontre du Commonwealth

Du 23 au 25 novembre 2007, l'Ouganda a été le pays d'accueil de la 20^{ème} Rencontre des chefs de gouvernement du Commonwealth représentant 48 pays. Entre autres choses, un Plan d'Action du Commonwealth sur le changement climatique a été adopté en préparation du Sommet tenu en décembre 2007 à Bali, Indonésie. Avec le soutien du Groupe International pour les Droits des Minorités, cinq hommes et cinq femmes *batwa* se sont rendus aux rencontres, avec d'autres autochtones et minoritaires *Basongora* et *Benet*. Les interventions ont principalement porté sur les questions des droits territoriaux.

Treva Brown est coordinateur du programme sur les droits de l'homme pour l'Afrique du Forest Peoples Programme.

Source : The Indigenous World 2008, traduction GITPA, Laure Bottinelli, révision Simone Dreyfus- Gamelon

&